


breakingviews.com

Le point de vue du site de commentaires sur l'actualité économique et financière

Plan Paulson : d'autres voies étaient possibles

HENRY PAULSON, secrétaire au Trésor américain, et Ben Bernanke, directeur de la Réserve fédérale, ont pressé le Congrès d'approuver leur plan de sauvetage de 700 milliards de dollars, baptisé TARP (Troubled Asset Relief Program). Mais en demandant au législateur de se prononcer dans l'urgence, on a pris le risque de passer sous silence les failles du dispositif. Ce plan n'est pas la seule manière de redresser la situation financière du pays.

La principale difficulté est de déterminer la valeur des créances hypothécaires douteuses. En la fixant trop bas, l'avantage irait aux banques d'affaires, qui ont déjà intégré de fortes dépréciations dans leurs comptes, au détriment des banques commerciales, qui n'ont pas encore répercuté toutes les pertes dans leur bilan. D'un autre côté, si on veut éviter les liquidations à prix bradés, on pourrait être accusé de leur faire un trop beau cadeau. Dans les deux cas, les banques auraient encore à convaincre les investisseurs de leur confier les capitaux frais dont elles ont besoin.

Subventionner les particuliers

Quelles sont les autres solutions ? Il y en a une toute simple, qui consisterait à subventionner les particuliers. Une mesure générale de remboursement d'impôt

offrirait à chacun des 100 millions de contribuables une prime de 7 000 dollars. Si elle était réservée aux seuls propriétaires détenteurs d'un prêt hypothécaire, le montant de la prime serait doublé et soulagerait sensiblement leur budget. Cependant, l'effet serait diffus, le ciblage délicat, et le principe pas forcément très juste.

Le gouvernement pourrait aussi choisir d'entrer directement dans le capital des banques, ce qui sera une meilleure idée. Cela n'irait pas dans le sens de M. Paulson, qui préfère agir sur le marché, mais après tout, le TARP lui-même ne s'inscrit pas non plus dans cette logique. De cette façon, les établissements fragilisés seraient immédiatement recapitalisés, et ils auraient le temps soit de vendre leurs actifs risqués lorsqu'ils auront repris de la valeur, soit de les céder contre forte décote aux investisseurs spécialisés dans ce genre de produit.

Si l'on estime primordial de renflouer les trésoreries pour assainir les portefeuilles d'actifs, alors cette méthode a plus de chances de réussir. Le secteur financier retrouverait l'équilibre, les banques seraient remises sur pied, et le contribuable serait assuré de toucher les bénéfices de son effort. ■

ANTONY CURRIE

(Traduction de Christine Lahuec)